

Marine Le Pen : une bonne année populiste !

lundi 13 février 2012, par [LEBOURG Nicolas](#) (Date de rédaction antérieure : 4 janvier 2012).

C'est par un message audio que Marine Le Pen nous a fait savoir ses vœux pour 2012. La présidente du Front national y dresse le sombre tableau d'une France dévastée économiquement dont le peuple eût été dépossédé politiquement afin d'enrichir une caste apatride à l'avidité sans fin. Elle présente dès lors sa candidature en miroir : la voilà l'instrument du peuple pour qu'il reconquière sa fierté et ses droits. Partant, si ses fans adhéreront à ce message, ses détracteurs y verront le comble du populisme. Soit dans le premier cas un attachement irraisonné, mais dans le second un rejet qui bien souvent ne l'est guère moins, tant la condamnation du « populisme » est devenu un réflexe pavlovien sans guère plus de fond que ce qu'il affirme condamner. Mais qu'est ce que le populisme et en quoi a-t-il une actualité en 2012 ?

Pourquoi le peuple ?

Depuis 30 ans, la condamnation du « populisme » du FN est un argument rhétorique majeur de sa condamnation. Son inefficacité est donc aussi certaine que l'attachement qu'ont pour lui les contempteurs du lepénisme. Dans un pays comme la France, où l'essentiel de la culture politique est structuré par l'héritage de la Révolution française, comment pourrait-il en être autrement ? Chacun a appris à l'école comment en 1789 l'Abbé Sieyès spécifiait que le Tiers-État était la nation, en excluant les parasites de la noblesse, et que ce peuple réclamait dorénavant d'exercer sa fonction politique. Il y a donc dans l'héritage révolutionnaire de complexes relations entre les notions de « peuple » et de « nation » qui décrédibilisent de manière automatique bien des moulinets contre le « populisme ».

Certes 1789 défend l'idée que la nation s'exprime par ses délégués. Le républicanisme craint qu'un appel constant au peuple aboutisse à ce que les passions fassent litière de la raison. La chose est d'autant plus logique que depuis le XVI^e siècle la réflexion en Europe sur la notion d'État insistait sur l'émergence de la classe moyenne. On avait ainsi poussé le raisonnement d'Aristote qui, dès le IV^e siècle avant notre ère, estimait que la forme la plus judicieuse de régime était le règne de la classe intermédiaire : constituée de gens du juste milieu son pouvoir constituerait la voie raisonnable entre ce qui serait la dictature de quelques riches (l'oligarchie) et ce qui serait la dictature de très nombreux pauvres (la démocratie). Ce débat se perpétue aujourd'hui dans l'opprobre que le « cercle de la raison », selon la formule d'Alain Minc désignant les élites libérales, oppose aux « populismes ».

Qu'est ce que le populisme ?

Effaré d'être mal-aimé, le système politique en vigueur disqualifie ceux qui l'attaquent sous le vocable générique de « populismes ». C'est un mot fourre-tout, sans définition admise du phénomène. A la fin du XIX^e siècle le terme est d'usage en Russie, déjà de manière très floue, liant droite anti-moderniste et gauche idéalisant le peuple. Mais le mot connaît son heure de gloire après-guerre avec les régimes arabes, et, surtout, sud-américains. Est ici présente une alchimie particulière : culte du chef charismatique mais absence de totalitarisme, réunion des couches sociales dans une hiérarchie légitime, affirmation d'un État non soumis aux oligarchies, nationalisme non impérialiste, etc. Ces régimes ont souvent alors été taxés de « fascismes » dans le débat polémique, mais à l'évidence ces critères les excluent rationnellement de cette catégorie. On voit

alors se forger l'étiquette de « national-populiste » pour décrire cette réalité.

L'un des premiers à l'introduire en France est François Duprat, idéologue néo-fasciste et cheville ouvrière de la création du Front National en 1972. Il loue la droite sociale et nationale latino-américaine. Le concept connaît le succès après que le politologue Pierre-André Taguieff en ait usé en 1984 pour décrire la filiation historique dans laquelle s'inscrit le FN. Certains des ténors de ce parti, tel Jean-Pierre Stirbois décidèrent de retourner le stigmate et revendiquèrent l'étiquette. Mieux encore : après la chute du Mur de Berlin, les mégretistes imposèrent une sorte de retour à l'origine latino-américaine du concept, en affirmant que le clivage droite-gauche était caduc et que s'y était substituée une opposition entre mondialistes et tenants du peuple et de la nation (soit un clivage qui correspond plus à la tradition politique de l'Amérique du Sud qu'à celui de l'Europe).

A partir des années 1990, l'étiquette « populiste » surcharge l'espace médiatique, et est utilisé sous tous azimuts. Elle correspond ainsi à une double confusion. La première confusion est entretenue par les populistes face à la réorganisation du monde. Ils procèdent à des glissements entre les divers sens du mot « peuple ». Le peuple c'est le « demos », l'unité politique ; c'est l'« ethnos », l'unité biologique ; c'est un corps social, « les classes populaires » ; et c'est la « plèbe », les masses. L'extrême droite national-populiste joue sur la confusion entre les trois premiers sens : la « préférence nationale » doit unifier le peuple socialement, ethniquement, politiquement. La seconde confusion est entretenue par les tenants de l'ordre socio-économique en vigueur contre les critiques qui leur sont faites, amalgamées et rejetées comme toutes « populistes ». Or, dénoncer un dysfonctionnement du système politique peut être « plébien » mais ne suffit pas à être « populiste ».

Ramené à son socle idéologique, le populisme conçoit l'évolution politique comme une décadence dont seul le peuple, sain, peut extraire la nation, en évacuant les « élites corrompues ». La plèbe se donne à un sauveur pour qu'il brise le carcan et permette au peuple et à la nation d'exercer leur souveraineté. Débarrassé des parasites, le peuple serait enfin uni. C'est donc une idéologie interclassiste, vantant les valeurs « terriennes » contre les « fausses intellectualisations ». On a là, si en sus on mobilise le nationalisme, la tradition national-populiste qui va du Général Boulanger à la fin du XIX^e siècle aux populistes de droite en vogue en Europe au début du XXI^e siècle.

Son souhait d'union de tous après l'exclusion de l'infime couche de profiteurs infidèles à la nation signifie une rupture totale avec l'idéologie de lutte des classes. C'est pourquoi le populisme est avant tout une idéologie de droite. La gauche taxée aujourd'hui de populiste n'entretient pas de confusion entre « demos » et « ethnos », mais entre nation et classes populaires – soit une inscription dans la tradition révolutionnaire d'assimilation du Tiers-État au peuple et de celui-ci à la nation. Il n'est que de rares cas où le glissement a pu se produire, ainsi quand Georges Marchais, en croisade contre les immigrés avant la présidentielle de 1981, assurait être le seul à représenter une classe ouvrière française.

2012, année populiste ?

Les vœux que nous adresse Marine Le Pen s'inscrivent bien dans le cadre national-populiste. La candidate à l'élection présidentielle se présente effectivement comme le Sauveur émergent de la nation, seule politique à en être réellement membre et à défendre le peuple. Cependant, elle retourne également le stigmate lorsqu'elle affirme parler-vrai et que la décrédibilisation du politique provient d'une construction européenne non-démocratique.

La dénonciation du « populisme » a bien des fois piètrement dissimulé une haine du peuple par des technocrates. En Europe, la condamnation du « nationalisme » permet des dépossessions non seulement de la souveraineté nationale mais bien de la souveraineté populaire. Quand Marine Le

Pen évoque dans ses vœux une crise économique datant de « 30 ans », elle souligne le tour de passe-passe qui a consisté à faire croire qu'il y aurait eu une « crise » en 1973 puis une autre en 2008, alors qu'il s'agissait effectivement des marqueurs du même mouvement structurel de financiarisation planétarisée de l'économie. Quand elle en appelle à une modification des institutions réalisant un appel permanent au peuple via référendums, établissement de la proportionnelle, et rejet constitutionnel des communautarismes, il est contre-productif de se contenter de répondre qu'il s'agit de « populisme ». En effet, elle répond là également à la dérive de nos institutions, où l'autoritarisme de l'exécutif et le clientélisme du législatif sont des réalités factuelles.

En somme, pour que 2012 ne soit pas l'année française du populisme, il ne suffit pas de fustiger « les mauvaises réponses » du populisme. Il faudrait aussi écouter les bonnes questions du peuple.

Nicolas Lebourg, chercheur, spécialiste de l'extrême droite

P.-S.

* Nouvel Obs. Créé le 04-01-2012 à 16h21 - Mis à jour à 16h57 :

<http://tempsreel.nouvelobs.com/l-observateur-du-lepenisme/20120104.OBS8049/marine-le-pen-une-bonne-annee-populiste.html>